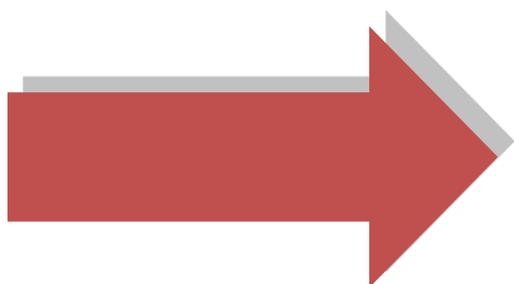




Situation dans la Corne de l'Afrique et explications

Par Ali Deberkale

Ali Deberkale est né à Djibouti où il a grandi avant de s'engager sur le terrain associatif, de devenir animateur à la RTD (Radio-Télévision de Djibouti) et de créer et présider la fédération des associations culturelles de Djibouti. Ensuite il a voyagé un peu aux Canada et aux États-Unis avant de s'installer en Europe où il vit en Belgique. Aujourd'hui, il est surtout le directeur d'ACP (www.acp-europa.eu), l'Association Cultures & Progrès qui lui permet de poursuivre son objectif d'amélioration des conditions de vie de ses frères africains et de leurs ressortissants, en Europe notamment. Comme tous les Djiboutiens qui aspirent à la liberté, à la démocratie et à la justice sociale, il veut pouvoir donner son avis sur la gestion de la chose publique. Il a des ambitions pour son pays ainsi que des ambitions pour l'Afrique.



Analyse

Octobre 2011

La famine qui frappe les pays de la Corne de l'Afrique depuis l'été 2011 va sans doute durer encore plusieurs mois. La mobilisation internationale organisée afin de récolter les fonds nécessaires au combat contre cette famine s'est mise en place, cependant les dons récoltés restent très insuffisants au regard de la situation. Par ailleurs la situation politique des pays de la Corne est particulièrement sensible et complexe. C'est pourquoi pour les citoyens désireux de savoir où vont leurs dons, la manière la plus sûre de venir concrètement en aide aux populations concernées, est donc de soutenir directement les ONG et autres structures reconnues qui travaillent sur le terrain avec des partenaires locaux, au plus près des populations et de leurs besoins (Oxfam, Caritas, Médecins du Monde, UNICEF, Handicap international, Médecins sans Frontières, croix Rouge...).

Une situation de crise

La Corne de l'Afrique, qui comporte les pays de Djibouti, de l'Érythrée, l'Éthiopie et la Somalie, est actuellement touchée par la sécheresse la plus grave depuis 1951. Il s'en est suivi une famine qui frappe aujourd'hui 13 millions de personnes dans les pays de la Corne - et elle ne fait que commencer. Cette famine était prévisible depuis deux ans ; néanmoins, elle n'a reçu l'attention des pays occidentaux que lorsque les premiers réfugiés ont quitté la Somalie. Des 1.7 milliards d'euros que la communauté internationale a promis, même pas deux tiers ont été transférés pour le moment. C'est pour cela qu'il est important d'agir. La société européenne doit faire ce que ses gouvernements refusent de faire : financer l'aide d'urgence pour sauver les victimes. Hornafrica.eu s'est formé autour de cet objectif. En effet, les ONG internationales ont l'habitude de lancer des appels aux dons cependant ces appels donnent pour l'instant des résultats très décevants surtout si on considère le fait que situation actuelle dans les pays de la Corne est réellement catastrophique. Toute action permettant d'appuyer et de soutenir ces appels aux dons directs étant dès lors la bienvenue, ACP s'est donc fixé comme objectif d'en amplifier le plus possible l'écho et de soutenir des ONG locales qui travaillent au plus près des populations et de leurs besoins, tout en prenant en compte la complexité de la situation géopolitique de la zone de la Corne de l'Afrique.

Origines et chronologie de la famine

La famine qui touche actuellement la corne de l'Afrique a en réalité des origines qui datent déjà de 2009-2010. En effet durant ces deux années consécutives, les pluies saisonnières habituelles ne sont pas tombées dans la Corne de l'Afrique. Une des raisons pouvant expliquer cette situation est l'exceptionnelle virulence du phénomène « La Nina ». Ce phénomène est causé par une température particulièrement basse à la surface (dix premiers mètres) des eaux équatoriales au centre et à l'est de l'océan Pacifique. Ce refroidissement est dû à un renforcement des alizés dans l'océan Pacifique Ouest qui déplacent plus que de coutume les eaux chaudes de surface de cette région en direction du continent asiatique, ce qui entraîne un renforcement de la remontée d'eau froide vers la surface. Cet apport d'eau froide entraîne des déséquilibres météorologiques parmi lesquels des conditions climatiques plus sèches en Afrique de l'Est. A l'observation de ce phénomène, des chercheurs, des officiels de l'ONU et des humanitaires ont prévenus du risque de famine, mais l'aide humanitaire ne s'est cependant pas organisée dans cette région.

On observe ensuite en juin 2011 que le prix des denrées de base dépasse le triple de sa moyenne des cinq dernières années dans certaines régions de Somalie. Ce problème se retrouve dans le sud-est de l'Éthiopie, où certains prix doublent. L'ONU estime alors que 10 millions de personnes auront besoin d'aide alimentaire dans l'avenir.

Début juillet 2011, le groupe « Al Shabaab », milice qui contrôle de grandes parties de la Somalie et qui est accusée d'exacerber la famine, déclare qu'ils accepteront et aideront le travail de l'ONU et des agences humanitaires en Somalie.

Il faudra cependant attendre le 20 Juillet 2011 pour que l'ONU déclare officiellement une famine dans le sud de la Somalie, pour la première fois depuis 30 ans. Cependant, des milliers de personnes sont déjà décédées avant cette déclaration. Oxfam accuse alors les gouvernements occidentaux d'« ignorer volontairement » la catastrophe. Cette organisation déclare que la région aura besoin de 300 millions de dollars dans deux mois suivants. Le camp de réfugiés « Dadaab », au Kenya, compte 400.000 réfugiés, alors qu'il est conçu pour 90.000 personnes seulement. Le

nombre des personnes en besoin d'assistance alimentaire est alors augmenté à 13 millions.

La situation s'aggrave encore le 22 juillet 2011 lorsque, malgré ses promesses, le groupe « Al Shabaab » interdit à plusieurs organisations d'accéder aux victimes. Des cas d'enlèvements et d'assassinats de membres des organisations humanitaires sont même rapportés.

La famine s'étant également géographiquement, en effet le 27 juillet 2011 elle touche le Kenya Et le 03 Août 2011, l'ONU déclare une famine dans trois autres régions somaliennes. Le 05 Septembre 2011, La région entière de la baie de Somalie est déclarée en famine. L'ONU organise alors certains acheminements d'aide par avion, mais le manque de financements et la situation sécuritaire restent très difficiles.

Le 15 Septembre 2011, l'agence de l'ONU pour les réfugiés (UNHCR) recense plus de 920.000 réfugiés dans toute la région. Le taux de mortalité infantile dans les camps de réfugiés monte à sept fois du taux à partir duquel on déclare une « urgence ». De plus en plus de cas de violences sexuelles à l'encontre de filles et de femmes sont également rapportés. Le risque VIH est au plus haut, le choléra et la rougeole se développent.

Une réponse à cette crise : l'action d'ACP

Malgré la mobilisation internationale qui s'organise l'ampleur des dons récoltés n'est pas à la hauteur de la situation et des attentes des ONG locales et internationales. Face à cette situation et à la dégradation de la situation humanitaire sur place, à la demande d'un nombre croissant d'amis inquiets vivant à Djibouti, en Érythrée, en Éthiopie, au Kenya, en Somalie et aux quatre coins de l'Europe, ACP a décidé de prendre la tête d'une mobilisation citoyenne exceptionnelle pour venir en aide aux victimes de cette famine. Avec ACP, malgré la crise de l'euro, dès maintenant et à leur échelle, des citoyens européens ont donc décidé de montrer qu'ils refusent de voir mourir de faim sans rien faire des millions d'hommes, de femmes et d'enfants. Comment ? En organisant chacun une action citoyenne et solidaire de récolte de fonds, petite ou grande. Dans un club sportif de Paris, dans une association de quartier à Rome, avec leurs amis, leurs parents ou leur famille à Bucarest, au sein d'un mouvement de jeunesse de Göteborg, dans un immeuble à Londres ou à Berlin, avec leurs collègues ou avec leurs voisins à Amsterdam. Bref, partout et avec qui bon leur semble, des citoyens se sont mobilisés pour sauver des vies pendant 100 jours, en partenariat avec des associations de la diaspora de la Corne et des ONG humanitaires et de développement, ainsi qu'avec le soutien des acteurs de la société civile européenne au sens large (hornafrica.eu).